

Le 2 novembre 2005

Monsieur Jean Julien
Coordonnateur pour l'affaire Camille
Fathers 4 Justice Québec
5265, rue De Brébeuf, appartement 5
Montréal (Québec) H2J 3L5

Objet : Demande d'intervention auprès de la DPJ – M. Hermil Lebel et sa fille Camille

Monsieur,

Nous avons été informés, par le bureau de la ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la réadaptation madame Margaret F. Delisle, de votre demande d'intervention auprès de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), considérant que la situation de monsieur Hermil Lebel et sa fille Camille a été traitée de manière inappropriée par la DPJ.

Comme vous le savez, les situations signalées à l'attention de la DPJ doivent être évaluées par celle-ci et la démarche doit se faire conformément au cadre légal en vigueur. Nous nous sommes donc assurés que la DPJ de Montréal a traité cette situation avec toute la considération nécessaire, en toute équité et conformément à la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ).

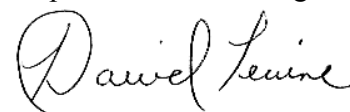
Selon nos informations et les faits rapportés, il ressort que la nature de la requête et le mode de fonctionnement entourant celle-ci respectent le cadre légal et le cours normal de ce type de requête.

De même, les conclusions doivent être tirées par le tribunal dans le cadre du processus judiciaire en cours. À cet effet, l'audition pour l'enquête en protection, qui aura lieu ultérieurement, est une occasion pour toutes les parties de faire valoir leur point de vue sur la situation et exprimer leur position quant aux conclusions recherchées par le Directeur de la protection de la jeunesse (DPJ).

Au terme de cette démarche visant à satisfaire les besoins de l'enfant, nous espérons que les conclusions sauront aussi se traduire par les solutions les plus appropriées pour l'ensemble des membres de la famille.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le président-directeur général,



David Levine

DL/JL/mg